Emploi et Développement social Canada

Employment and Social Development Canada

Des milieux de travail équitables, sécuritaires et productifs

Travail

Service fédéral de médiation et de conciliation

Rapport annuel 2014-2015

Canada

Service fédéral de médiation et de conciliation – Examen de l'exercice 2014-2015

Vous pouvez télécharger cette publication en ligne à : **publicentre.esdc.gc.ca**

Ce document est offert sur demande en médias substituts (gros caractères, braille, audio sur cassette, audio sur DC, fichiers de texte sur disquette, fichiers de texte sur DC ou DAISY) en composant le 1 800 O-Canada (1-800-622-6232). Les personnes qui utilisent un téléscripteur (ATS) doivent composer le 1-800-926-9105.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2015

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les droits de reproduction :
droitdauteur.copyright@HRSDC-RHDCC.gc.ca

PDF
Nº de cat. : Em5-6/2015F-PDF
ISSN : 2369-0623

ESDC
Nº de cat. : LT-270-07-15F

SOMMAIRE EXÉCUTIF

SERVICE FÉDÉRAL DE MÉDIATION ET DE CONCILIATION

Le Service fédéral de médiation et de conciliation (SFMC) a été créé pour fournir des services de règlement des différends et d'aide au développement relationnel aux employeurs et aux syndicats assujettis au *Code canadien du travail*. Le Code régit les employés visés par la réglementation fédérale qui travaillent dans des secteurs clés de l'économie.

Le SFMC met donc à la disposition des employeurs et des employés syndiqués les services suivants :

- services de résolution de conflits fournis par des conciliateurs et des médiateurs, des tiers dont le mandat est justement d'aider les deux parties à parvenir à un accord amiable;
- services de développement relationnel, c'est-à-dire des services qui sont destinés à prévenir les différends. Il peut s'agir d'ateliers de formation sur la négociation collective et sur la résolution conjointe de conflits. Le SFMC fournit également des services de médiation de griefs. Tous ces services aident à faire cesser les désaccords et à améliorer les relations du travail pendant la durée de la convention collective.

Le SFMC joue aussi un rôle important dans une autre méthode de résolution de conflits : l'arbitrage. En effet, le SFMC coordonne la nomination d'arbitres en vue de régler certains types de litiges régis par le Code (p. ex. griefs, congédiements injustes et appels en recouvrement du salaire) ainsi que les nominations effectuées en vertu de la *Loi sur le Programme de protection des salariés* (LPPS).

Au Canada, le recours à des tiers neutres (conciliateurs et médiateurs) nommés par le gouvernement pour régler les différends en matière de relations de travail remonte à l'*Acte de conciliation* de 1900. Cet acte a créé le ministère fédéral du Travail de l'époque, dont le mandat consistait à prévenir les conflits de travail ou à les régler.

Au fil des ans, le SFMC et ses précurseurs ont mis leurs compétences professionnelles au service des employeurs et des syndicats afin de les aider à résoudre les conflits découlant des négociations collectives.

Conciliation et médiation : Au cours de l'exercice 2014-2015, les conciliateurs et les médiateurs du SFMC se sont occupés de 227 conflits découlant des négociations collectives, en vertu du Code. Quatre-vingt-quinze pour cent des conflits réglés au cours de l'exercice l'ont été sans arrêt de travail. Seulement un peu moins de deux centièmes de un pour cent (0,02 %) du temps de travail disponible a été perdu en raison d'arrêts de travail au cours de la même période. Les négociations en question mettaient en cause des entreprises dans la plupart des secteurs d'activité régis par la partie I du Code et ont débouché sur de grandes conventions dans des secteurs tels que le transport aérien, routier, ferroviaire et maritime, les communications et la radiodiffusion.

Maintien des activités : Le Code stipule que, au cours d'une grève ou d'un lock-out, l'employeur et les employés de l'unité de négociation sont tenus de maintenir certaines activités – prestation de services, fonctionnement d'installations ou production d'articles – dans la mesure nécessaire pour prévenir des risques imminents et graves pour la sécurité ou la santé du public. Le Code établit un processus pour la négociation d'une entente sur le « maintien des activités » et définit le rôle du ministre du Travail et du Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) dans le cas où les parties ne réussissent pas à conclure une telle entente. Le ministre a ainsi renvoyé, à une reprise en 2014-2015, la question du « maintien des activités » au CCRI, conformément au paragraphe 87.4(5).

Loi : Aucune loi spéciale n'a été adoptée pour mettre fin à un arrêt de travail.

Programme de développement relationnel : Au cours de l'exercice 2014-2015, le Programme de prévention des conflits a changé de nom et est devenu le Programme de développement relationnel afin de saisir avec une grande exactitude l'esprit et l'intention des services offerts. Pendant ce même exercice, 88 services de développement relationnel ont été offerts en tout. De ce nombre, la médiation de griefs a été le service le plus souvent fourni (32); elle a représenté 36 % de tous les services. Les services de formation (24), dont les 6 ateliers régionaux, ont représenté 27 %, suivis de près par les services de facilitation (23), qui ont représenté 26 %. De plus, 6 évaluations diagnostiques ont été réalisées (7 %) et 3 présentations ont été données (4 %).

Nomination de tiers neutres – Parties I et III et la LPPS : En 2014-2015, des arbitres de griefs ont été nommés dans 64 cas, aux termes de la partie I du Code. Au cours du même exercice, le SFMC s'est également occupé de la nomination ministérielle de 130 arbitres en matière de recouvrement du salaire et de 297 arbitres en matière de congédiement injuste, aux termes de la partie III du Code, et de la nomination de 7 arbitres en vertu de la *Loi sur le Programme de protection des salariés*.

Négociations collectives à venir : Les négociations à venir au cours de l'exercice 2015-2016 mettront en cause, entre autres, Air Canada, Air Transat, l'Association des employeurs maritimes, CanJet Airlines, Port of Saint John Employers Association Inc., Sécurité préembarquement Garda inc., Servisair Inc., la Société Jazz Air Limitée, la Société Radio-Canada, Sûreté du Transport Aérien Securitas Ltée et VIA Rail Canada Inc.

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE EXÉCUTIF ..... **III**

1. INFORMATION SUR LE NOMBRE DE CAS ET ACTIVITÉS 1
- 1.1. Conflits découlant de la négociation collective 1
- 1.2. Nominations postconciliation 1
- 1.3. Conflits réglés 2
- 1.4. Étape du règlement 3
- 1.5. Conflits par secteur d'activité 4

2. ARRÊTS DE TRAVAIL 5
- 2.1. Arrêts de travail en cours et déclenchés 5
- 2.2. Jours perdus en raison d'arrêts de travail 8
- 2.3. Arrêts de travail par secteur d'activité 8

3. RÈGLEMENTS SIGNIFICATIFS EN 2014-2015 9

4. NÉGOCIATIONS SIGNIFICATIVES EN COURS ET À VENIR EN 2015-2016 9
- 4.1. Conventions collectives échues et arrivant à échéance 9

5. NOMINATIONS EN VERTU DE LA PARTIE III DU *CODE CANADIEN DU TRAVAIL* ET DE LA *LOI SUR LE PROGRAMME DE PROTECTION DES SALARIÉS* 10
- 5.1. Nominations : congédiement injuste, recouvrement du salaire et Programme de protection des salariés 10

6. NOMINATIONS D'ARBITRES DE GRIEFS EN VERTU DE LA PARTIE I DU *CODE CANADIEN DU TRAVAIL* 11
- 6.1. Nominations d'arbitres de griefs 11

7. SERVICES DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RELATIONNEL 12
- 7.1. Programme de développement relationnel 12
- 7.2. Formation et facilitation 14
- 7.3. Médiation de griefs 15

8. AUTRES ACTIVITÉS PRINCIPALES 15
- 8.1. Activités réalisées en vertu de la *Loi sur le statut de l'artiste* 15
- 8.2. Renvois ministériels au Conseil canadien des relations industrielles en vertu du paragraphe 87.4(5) du *Code canadien du travail* – Entente sur le maintien des activités 15
- 8.3. Loi sur le retour au travail 16

9. L'UNITÉ ADMINISTRATIVE DU SERVICE FÉDÉRAL DE MÉDIATION ET DE CONCILIATION 16
- 9.1. Services de l'Unité administrative 17

ANNEXES **19**

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A.
Procédures de règlement des différends du SFMC depuis 2005-2006 20

ANNEXE B.
Comparaison des étapes du règlement depuis 2005-2006..... 20

ANNEXE C.
Nombre de cas et d'arrêts de travail par secteur d'activité au cours de l'exercice 2014-2015..... 21

ANNEXE D.
Nombre de jours-personnes perdus dans les secteurs de compétence fédérale depuis 2005-2006 22

ANNEXE E.
Règlements significatifs faits au cours de l'exercice financier 2014-2015..... 22

ANNEXE F.
Négociations significatives en cours et à venir 26

ANNEXE G.
Nominations d'arbitres en vertu des parties I et III (CI et RS) du ***Code canadien du travail*** et en vertu de la ***Loi sur le Programme de protection des salariés*** depuis 2005-2006..... 32

ANNEXE H.
Activités de formation et de facilitation au cours de l'exercice 2014-2015..... 32

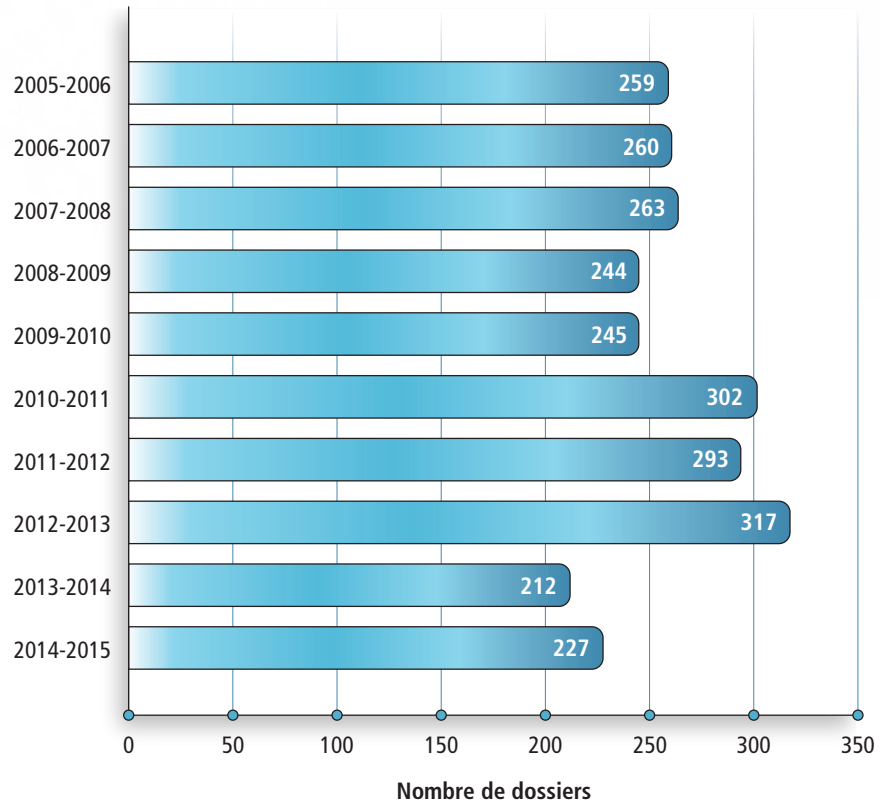
ANNEXE I.
Services de médiation des griefs au cours de l'exercice 2014-2015..... 38

1. INFORMATION SUR LE NOMBRE DE CAS ET ACTIVITÉS

1.1. Conflits découlant de la négociation collective

En 2014-2015, le Service fédéral de médiation et de conciliation (SFMC) a traité 227 conflits découlant de la négociation collective. De ce nombre, 53 ont été reportés des exercices précédents, et 174 sont survenus pendant l'exercice en cours et ont donné lieu à la nomination de conciliateurs.

Nombre total de cas
de 2005-2006 à 2014-2015



1.2. Nominations postconciliation

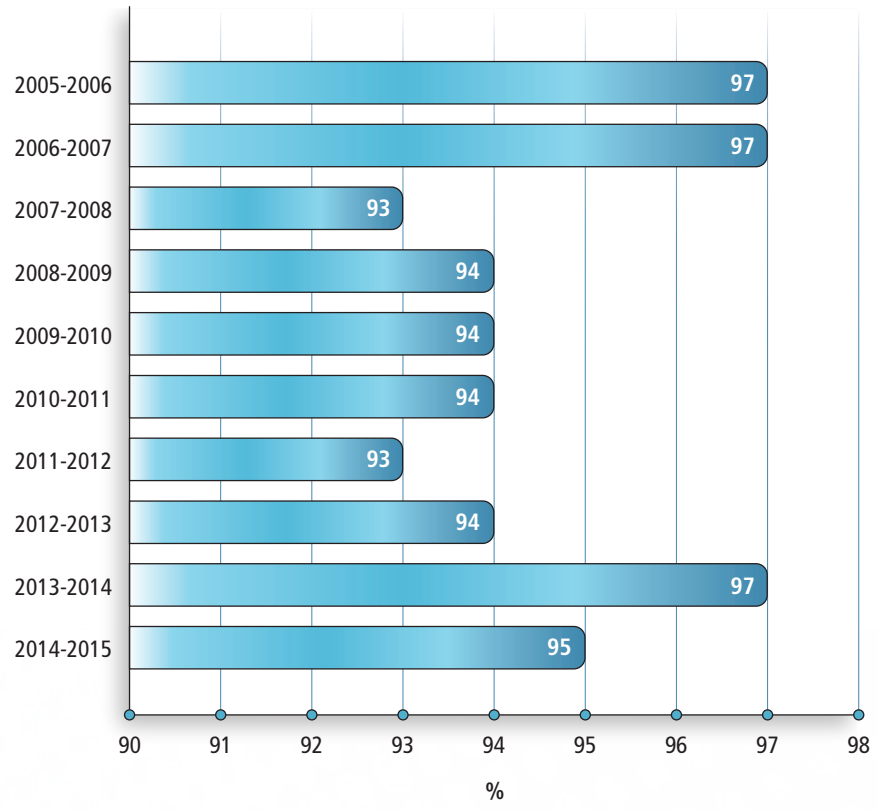
Soixante-quatre nominations postconciliation de médiateurs ont été effectuées en 2014-2015.

1.3. Conflits réglés

Au cours de l'exercice 2014-2015, des 227 cas qui ont été traités par le SFMC, 129 ont été réglés. Parmi les cas réglés, 42 étaient reportés d'exercices précédents et 87 étaient de nouveaux conflits. Quatre-vingt-quinze pour cent de tous les cas réglés l'ont été sans arrêt de travail. Le SFMC a enregistré des taux de règlement allant de 93 à 97 % au cours des dix dernières années.

On trouvera à l'**annexe A** le nombre total de cas et les taux de règlement des dix dernières années. **Appendix A**.

Pourcentage de conflits réglés sans arrêt de travail
(de 2005-2006 à 2014-2015)

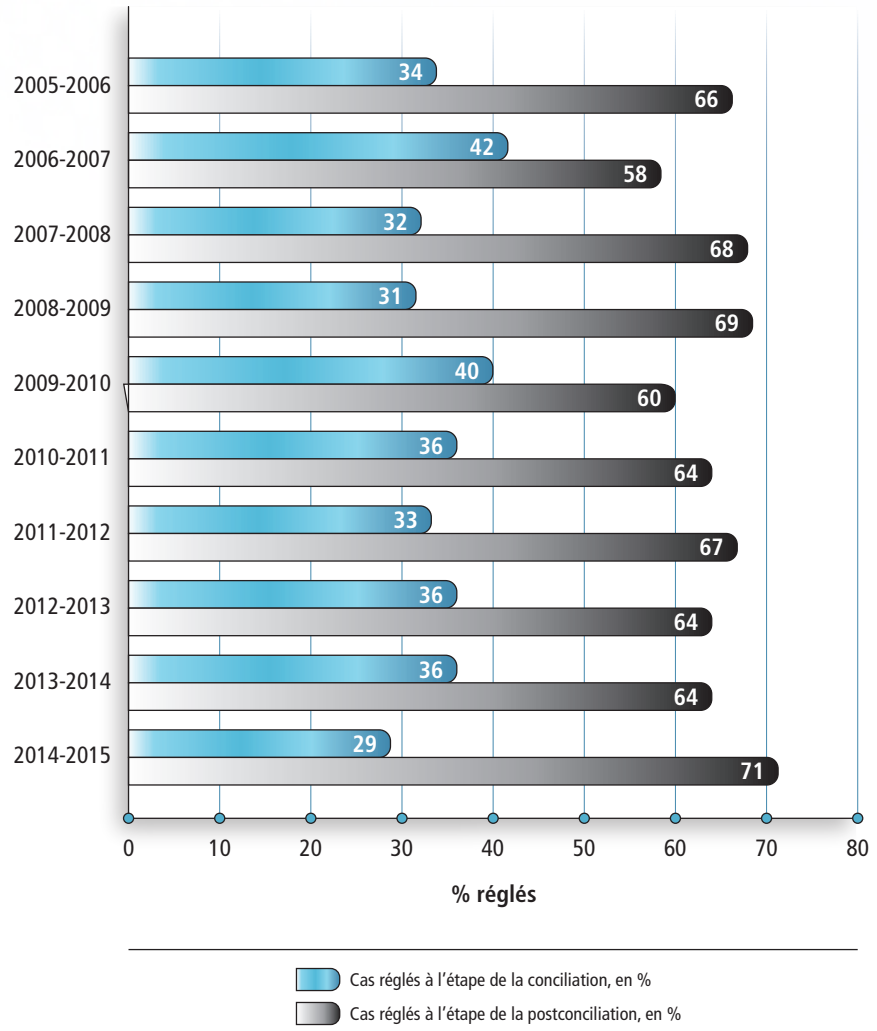


1.4. Étape du règlement

La plupart des règlements continuent d'avoir lieu à l'étape de la postconciliation des négociations. En 2014-2015, du nombre total de conflits qui ont été réglés, 71 % l'ont été à l'étape de la postconciliation, par rapport à 29 % à l'étape de la conciliation. On a commencé à observer cette tendance en 1999, après l'apport de modifications à la partie I du Code. Ces modifications ont limité la période de conciliation à 60 jours, sauf si les parties s'entendent pour la prolonger.

On trouvera à l'**annexe B** une comparaison des étapes du règlement depuis 2005-2006.

Étape du règlement (conciliation par rapport à postconciliation) de 2005-2006 à 2014-2015

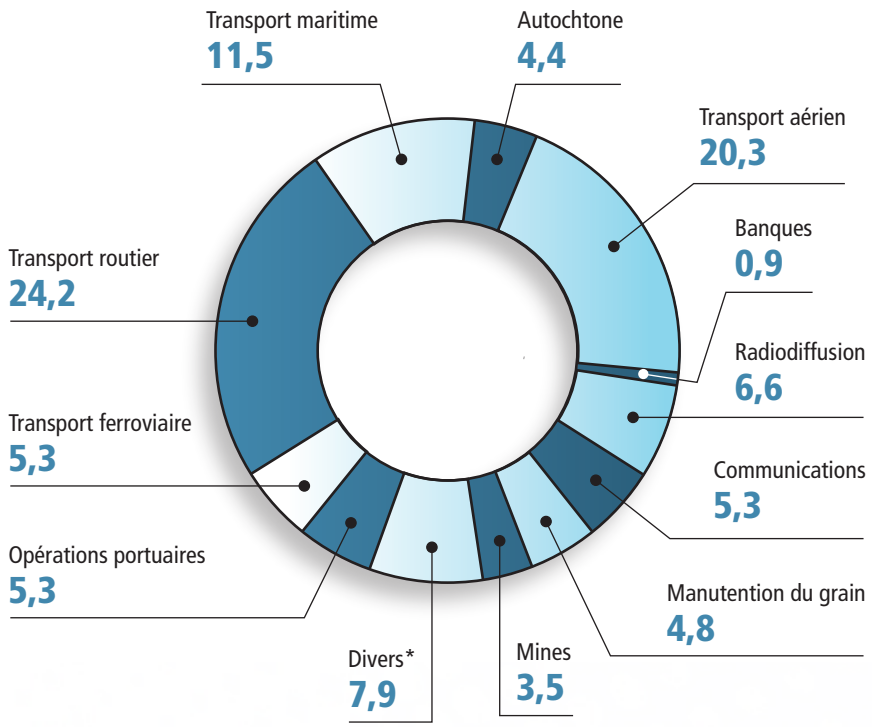


1.5. Conflits par secteur d'activité

C'est le secteur du transport routier qui a enregistré le plus grand nombre de conflits (55), suivi du secteur du transport aérien (46). Ensemble, les conflits dans les quatre secteurs du transport (aérien, routier, ferroviaire et maritime) comptaient pour 61,2 % du nombre total des conflits traités au cours de l'exercice.

On trouvera à l'**annexe C** une répartition des cas et des arrêts de travail par secteur d'activité.

Répartition des cas de 2014-2015 par secteur d'activité (%)



* La catégorie « Divers » comprend les organismes de politique publique, les agents de courtage et les courtiers en douane ainsi que les secteurs de la construction, de l'éducation, de l'étude de l'environnement et des ponts et tunnels internationaux et interprovinciaux.

2. ARRÊTS DE TRAVAIL

2.1. Arrêts de travail en cours et déclenchés

Il y a eu 11 arrêts de travail en 2014-2015. Un était déjà en cours au début de l'exercice et 10 ont été déclenchés pendant l'exercice. Deux arrêts de travail étaient toujours en cours au 31 mars 2015.

Parties	Unité de négociation	Arrêt de travail légal		
		Date de début	Date de fin	# de jours
1. ARRÊTS DE TRAVAIL LÉGAUX EN COURS, REPORTÉS À 2014-2015				
Maritime Broadcasting System Limited et la Guilde canadienne des médias	7 employés de stations radio	25 juin 2012	15 juin 2015	721
2. ARRÊTS DE TRAVAIL LÉGAUX COMMENCÉS EN 2014-2015				
Air North Charter & Training Ltd. et l'Alliance de la Fonction publique du Canada	25 agents de bord ou chefs de cabine	29 sept. 2014	1er oct. 2014	3
Cameco Corporation – Division des produits miniers et le Syndicat des Métallos, section locale 8914	536 commis d'entrepôt et employés de bureau	30 août 2014	12 sept. 2014	13
Chemin de fer Canadien Pacifique et la Conférence ferroviaire Teamsters Canada	3 800 employés occupant un poste de mécanicien de locomotive, chef de train, bagagiste, freineur, freineur de voie, opérateur, gareur de train, aiguilleur, chef de gare, assistant de chef de gare, pompier de locomotive et assistant pompier de locomotive sur les lignes de l'Est et de l'Ouest du Chemin de fer Canadien Pacifique et de ses filiales et sur les lignes privées	15 fév. 2015	16 fév. 2015	2

Parties	Unité de négociation	Arrêt de travail légal		
		Date de début	Date de fin	# de jours
Cardinal Couriers Ltd. et le Syndicat des Teamsters, section locale 879	15 chauffeurs	28 avril 2014	2 mai 2014	5
Cardinal Couriers Ltd. et la section locale 938 de la Fraternité internationale des Teamsters	11 chauffeurs	9 mars 2015	En cours*	23
Cascade Aerospace inc. et Unifor, section locale 114	450 employés dans les secteurs suivants : mécanique d'aéronefs; avionique; composites; atelier hydraulique; atelier d'usinage; structures; préposés à l'entretien; atelier intérieur; atelier de peinture; installations, matériel de servitude au sol (techniciens), service de la planification (commis); approvisionnements; armoire à outils. Ces employés comprennent les chefs d'équipe et les employés occasionnels	4 juin 2014	21 août 2014	79
Fort Smith Housing Authority et l'Alliance de la Fonction publique du Canada	6 agents de relations avec les locataires, commis-dactylographe, commis aux finances, contremaître de l'entretien, mécanicien d'entretien, peintre, plombier, charpentier, mécanicien de brûleurs à mazout, employé de bureau occasionnel, peintre occasionnel et ouvrier occasionnel	2 fév. 2015	27 fév. 2015	26

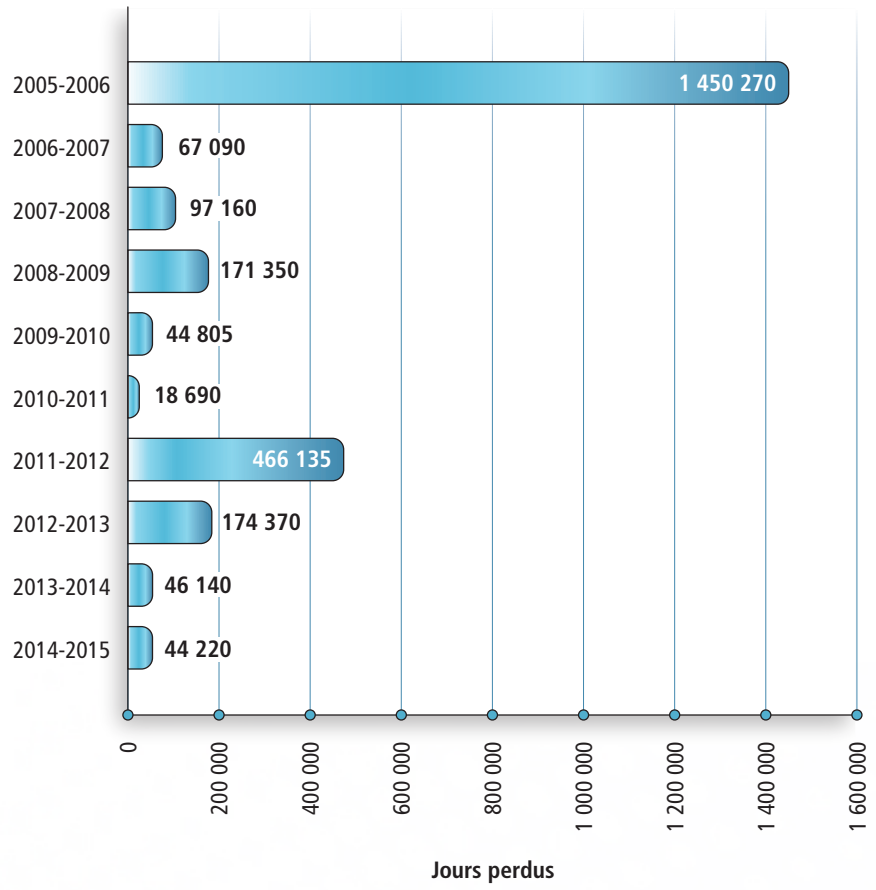
Parties	Unité de négociation	Arrêt de travail légal		
		Date de début	Date de fin	# de jours
Richardson Milling et les Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce, section locale 1 400	34 préposés à l'entretien, opérateurs de laminoir, expéditeurs/receveurs, mécaniciens de machines fixes, techniciens en laboratoire et électriciens	10 sept. 2014	10 nov. 2014	61
Première Nation de Stz'uminus et Hospital Employee's Union	22 employés occupant les fonctions suivantes : aide aux soins personnels, concierge, représentant en santé communautaire, clinicien d'hygiène mentale, conseiller en toxicomanie/travailleur en santé mentale, réceptionniste de bureau de dentiste, commis au transport des patients, infirmier de soins à domicile, infirmier en santé communautaire, coordonnateur des services aux personnes âgées, infirmier auxiliaire autorisé et réceptionniste	29 jan. 2015	15 mars 2015	45
Ville de Hay River et l'Alliance de la Fonction publique du Canada	63 employés administratifs et opérationnels tel que commis, agent, inspecteurs, ouvriers, opérateurs, agent d'entretien, charpentiers, mécanicien, chef d'équipe et contremaître général	9 fév. 2015	En cours*	51
* Au 31 mars 2015				
NOMBRE MAXIMAL DE TRAVAILLEURS : 4 969				
NOMBRE DE JOURS-PERSONNES NON TRAVAILLÉS : 44 220				

2.2. Jours perdus en raison d'arrêts de travail

Les 11 arrêts de travail ont totalisé 44 220 jours-personnes non travaillés. Le nombre de jours de travail perdus en raison d'arrêts de travail représentait les deux centièmes de un pour cent (0,02 %) de la totalité du temps de travail disponible dans le secteur privé de compétence fédérale.

On trouvera à l'**annexe D** le nombre de jours de travail perdus en pourcentage du temps de travail disponible dans le secteur privé de compétence fédérale.

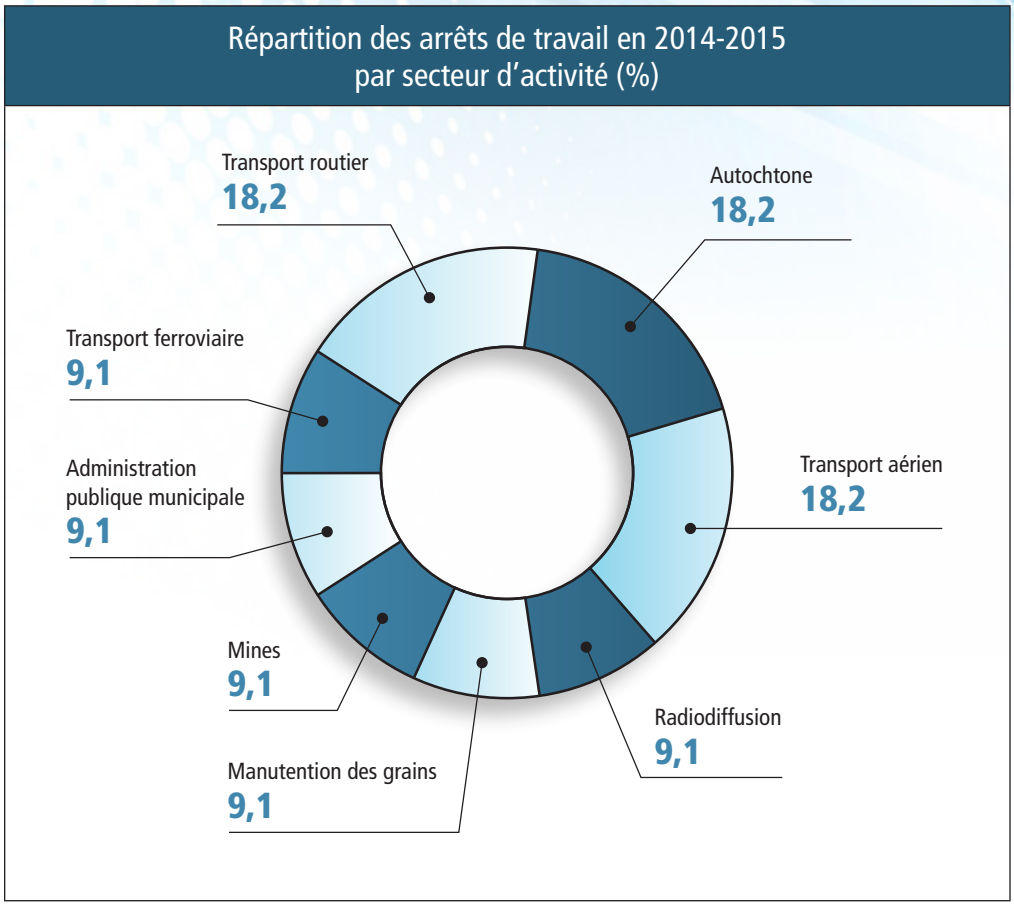
Jours-personnes perdus
de 2005-2006 à 2014-2015



2.3. Arrêts de travail par secteur d'activité

Il y a eu deux arrêts de travail dans le secteur de l'administration publique autochtone, deux dans le secteur du transport aérien, deux dans le secteur du transport routier et un dans chacun des secteurs suivants : radiodiffusion, manutention et mouture des grains, mines, administration publique municipale et transport ferroviaire.

On trouvera à l'**annexe C** une répartition des arrêts de travail par secteur d'activité.



3. RÈGLEMENTS SIGNIFICATIFS EN 2014-2015

Un certain nombre de conventions clés ont été renouvelées dans l'ensemble des secteurs d'activité au cours de l'exercice 2014-2015.

On trouvera à l'**annexe E** une liste des règlements significatifs faits en 2014-2015.

4. NÉGOCIATIONS SIGNIFICATIVES EN COURS ET À VENIR EN 2015-2016

4.1. Conventions collectives échues et arrivant à échéance

Il y a 312 conventions collectives qui arriveront à échéance au cours de l'exercice 2015-2016 et 396 conventions qui ont pris fin au cours de l'exercice précédent.

On trouvera à l'**annexe F u**ne liste des négociations significatives en cours et à venir.

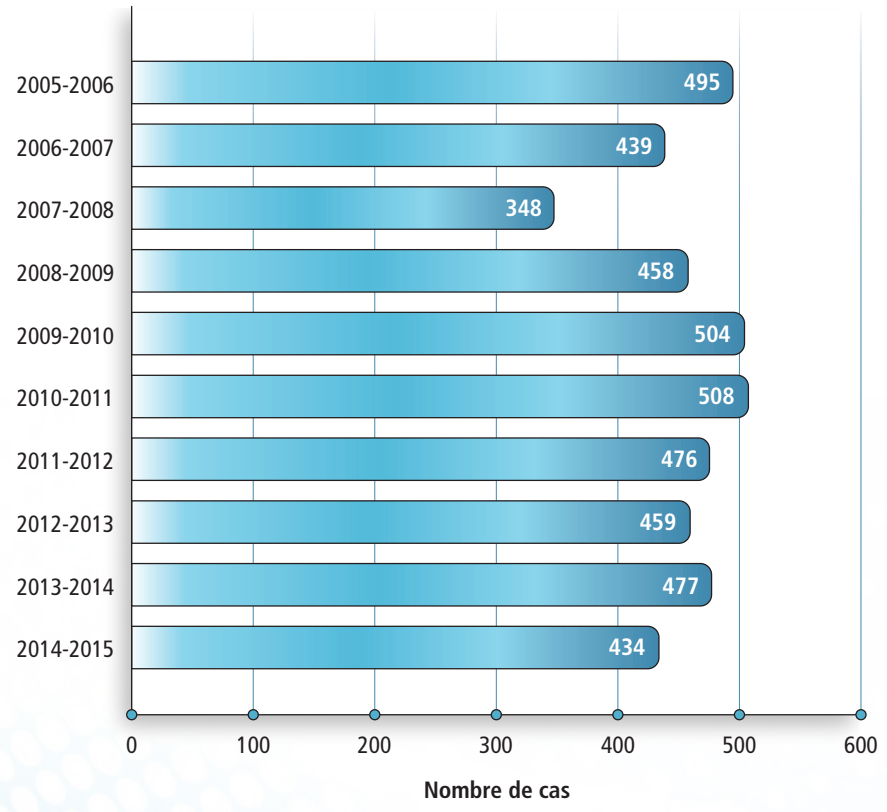
5. NOMINATIONS EN VERTU DE LA PARTIE III DU *CODE CANADIEN DU TRAVAIL* ET DE LA *LOI SUR LE PROGRAMME DE PROTECTION DES SALARIÉS*

5.1. Nominations : congédiement injuste, recouvrement du salaire et Programme de protection des salariés

Des nominations initiales ont été faites en vertu de la partie III du Code à l'égard de 130 appels en recouvrement du salaire (RS), de 297 plaintes pour congédiement injuste (CI) et de 7 appels d'une décision du Programme de protection des salariés (PPS). En 2009, le SFMC a commencé à traiter les appels concernant le PPS, après l'entrée en vigueur de la *Loi sur le Programme de protection des salariés* en juillet 2008.

On trouvera à l'**annexe G** un tableau montrant le nombre de nominations d'arbitres depuis 2005-2006.

Nominations en vertu de la partie III (CI, RS) et de la ***Loi sur le Programme de protection des salariés*** de 2005-2006 à 2014-2015



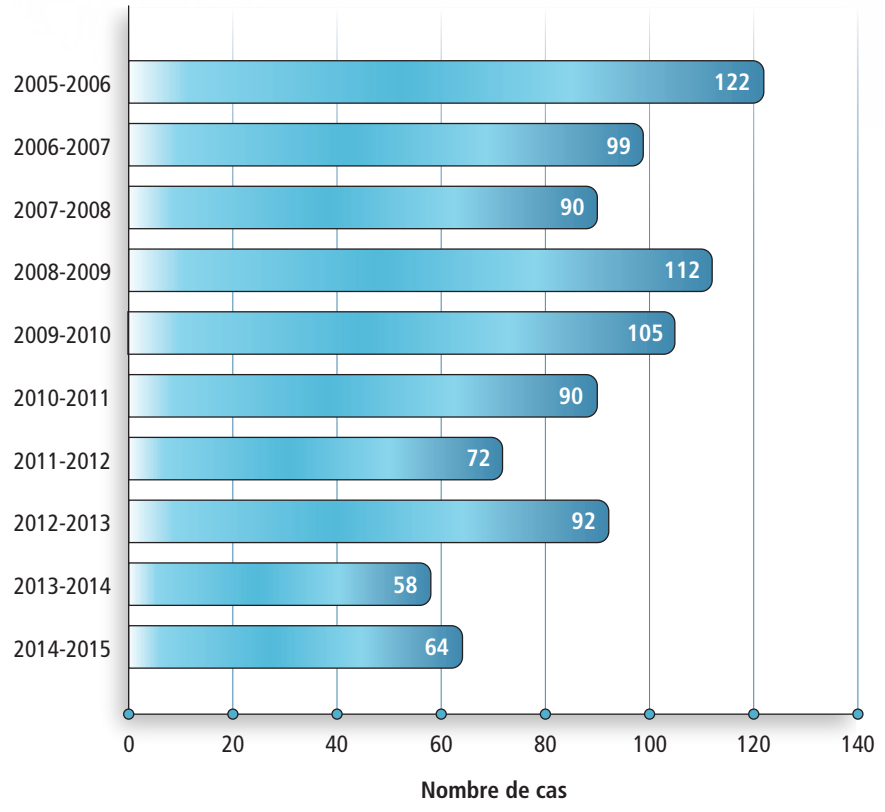
6. NOMINATIONS D'ARBITRES DE GRIEFS EN VERTU DE LA PARTIE I DU *CODE CANADIEN DU TRAVAIL*

6.1. Nominations d'arbitres de griefs

Au cours de l'exercice 2014-2015, des nominations initiales ont été faites en vertu de la partie I du Code à l'égard de 64 cas d'arbitrage de griefs. Ces nominations sont faites quand les employeurs et les syndicats ne réussissent pas à s'entendre sur le choix de l'arbitre ou du président d'un conseil d'arbitrage qui doit régler des griefs liés à l'application, à l'interprétation, à l'administration ou à la violation présumée de leurs conventions collectives respectives.

On trouvera à l'**annexe G** les nominations d'arbitres de griefs depuis 2005-2006.

Nominations d'arbitres de griefs en vertu de la partie I de 2005-2006 à 2014-2015



7. SERVICES DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RELATIONNEL

7.1. Programme de développement relationnel

Au cours de l'exercice 2014-2015, le Programme de prévention des conflits a changé de nom et est devenu le Programme de développement relationnel afin de saisir avec une grande exactitude l'esprit et l'intention des services offerts. Pendant l'année, les médiateurs ont collaboré à la création d'un plan d'action de trois à cinq ans visant à développer davantage le Programme. Au nombre des activités prévues figurent le remaniement et la mise à jour du matériel de formation, la création de nouvelles activités de formation et de nouveaux ateliers, et la création de matériel promotionnel.

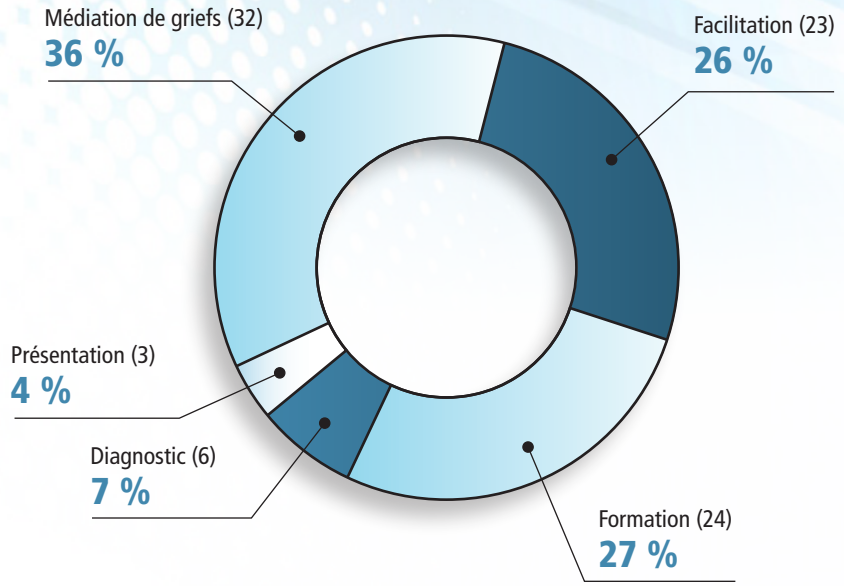
Voici les services offerts à l'heure actuelle :

- un diagnostic de la relation;
- des activités de formation et des ateliers personnalisés;
- un atelier régional de type conférence :
  les relations de travail et le cycle de négociation;
- l'animation de réunions de comités;
- la facilitation de négociations directes;
- la médiation de griefs.

En tout, 88 services de développement relationnel ont été offerts. De plus, 11 médiateurs supplémentaires ont été nommés relativement aux demandes reçues en 2014-2015 (présentation, diagnostic, atelier régional et médiation de griefs). La prestation de ces services aura lieu en 2015-2016.

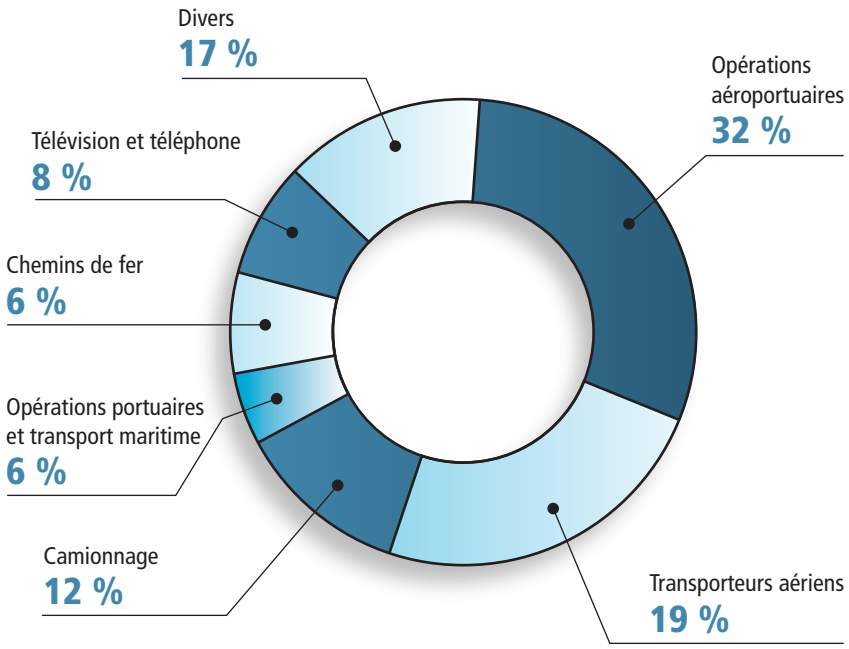
De ces 88 services, la médiation de griefs a été le service le plus souvent fourni (32) en 2014-2015; elle a représenté 36 % de tous les services. Les services de formation (24), dont les 6 ateliers régionaux, ont représenté 27 %, suivis de près par les services de facilitation (23), qui ont représenté 26 %. De plus, 6 évaluations diagnostiques ont été réalisées (7 %) et 3 présentations ont été données (4 %).

Services du Programme de développement relationnel : 2014-2015



On trouvera aux **annexe H** et **annexe I** une liste complète des services du Programme de développement relationnel offerts en 2014-2015.

Répartition du nombre de cas par secteur : 2014-2015
N =78



La majorité des services de développement relationnel a été offerte aux clients menant des activités dans le secteur des opérations aéroportuaires (25), suivi de près par celui des transporteurs aériens (15), ce qui représente 51 % de tous les services offerts. De plus, 24,5 % des services ont été offerts à d'autres secteurs des transports : camionnage (9); opérations portuaires et transport maritime (5); chemins de fer (5). Les autres services (24,5 %) ont été offerts aux clients des secteurs de la télévision, de la câblodistribution et du téléphone (6), et de 13 secteurs différents réunis dans la catégorie « divers » (p. ex. banques, exploitation minière, véhicules blindés, usines de semences et provenderies, élévateurs à grains, services publics, organismes de politique publique et ministères fédéraux).

Remarque : Dix services ont été offerts lors d'événements impliquant une seule partie ou des parties multiples. L'information relative aux secteurs n'est pas recueillie dans ces situations.

7.2. Formation et facilitation

Les services de formation et de facilitation incluent les services suivants : présentations, évaluations diagnostiques, séances de formation et ateliers, facilitation de réunions de comités et de négociations directes. Le nombre de services offerts en 2014-2015 (56) et en 2013-2014 (56) est le même, mais bien plus de ressources ont été affectées aux services en 2014-2015. Auparavant, l'atelier de type conférence sur les relations de travail et le cycle de négociation n'était offert que dans les régions de l'Atlantique et de l'Ontario. En 2014-2015, tout le matériel de cours a été traduit en français et les médiateurs du bureau de Montréal ont reçu l'appui nécessaire pour commencer à offrir ce service au Québec; un atelier a donc été animé à Trois-Rivières. Deux ateliers ont également été organisés dans la région du Nord-Ouest, soit à Winnipeg et à Calgary. Au total, en 2014-2015, 6 ateliers sur les relations de travail et le cycle de négociation ont été offerts à Calgary, Guelph, Ottawa, Trois-Rivières, Winnipeg et Toronto. On a commencé à planifier la tenue de l'atelier dans la région du Pacifique; une séance est prévue à Vancouver en mai 2015.

On trouvera à l'**annexe H** une liste complète des activités de formation et de facilitation réalisées en 2014-2015.

7.3. Médiation de griefs

En 2014-2015, des médiateurs ont été désignés pour le règlement de 3 685 griefs formulés dans 32 cas de médiation de griefs.

Volume de cas de médiation de griefs : N = 32		
# de griefs par cas	**# de cas**	**% du nombre de cas**
Moins de 10	26	81
10 à 99	3	9
100 à 999	2	6
1 000 à 3 000	1	3
Total	**32**	**100 (chiffre arrondi)**

Au cours de l'exercice, 27 cas sur 32 ont été fermés. Les 5 cas ouverts qui ont été reportés à l'exercice 2015-2016 représentent 3 465 griefs.

Les 27 cas fermés représentaient 220 griefs :

- 132 griefs réglés (60 %)
- 56 griefs retirés (25 %)
- 32 griefs soumis à l'arbitrage (15 %)

Le taux de réussite du SFMC s'élève donc à 85 %.

On trouvera à l'**annexe I** une liste complète des cas de médiation de griefs formulés en 2014-2015.

8. AUTRES ACTIVITÉS PRINCIPALES

8.1. Activités réalisées en vertu de la *Loi sur le statut de l'artiste*

Le SFMC a traité une demande de service de médiation présentée en vertu de l'article 45 de la partie II, *Relations professionnelles*, de la *Loi sur le statut de l'artiste*. Les parties au litige étaient le Groupe Média TFO et l'Union des artistes.

8.2. Renvois ministériels au Conseil canadien des relations industrielles en vertu du paragraphe 87.4(5) du *Code canadien du travail* – Entente sur le maintien des activités

Le Code prévoit que, au cours d'une grève ou d'un lock-out, l'employeur et les employés de l'unité de négociation sont tenus de maintenir certaines activités – prestation de services, fonctionnement d'installations ou production d'articles – dans la mesure nécessaire pour prévenir des risques imminents et graves pour la sécurité ou la santé du public. Le Code établit un processus pour la négociation d'une entente sur le « maintien des activités » et définit le rôle du ministre du Travail et du CCRI dans le cas où les parties ne réussissent pas à conclure une telle entente.

En 2014-2015, il y a eu un 1 renvoi par rapport à environ 36 avis de grève ou de lock-out reçus.

En 2014-2015, la question de l'entente sur le « Maintien des activités » a été renvoyée au CCRI en vertu du paragraphe 87.4(5) du *Code canadien du travail* dans le conflit suivant :			
Parties	**Nombre d'employés**	**Date du renvoi**	**Décision**
CityWest Telephone Corp., Prince-Rupert, Colombie-Britannique et la section locale 213 de la Fraternité internationale des ouvriers en électricité.	38 employés de CityWest Telephone Corp. incluant les compagnons, spécialistes des services Internet, coordinateurs, préposés à l'assurance de la qualité, nettoyeurs, préposés au service à la clientèle, commis de paye/commis aux comptes créditeurs, commis au crédit, répartiteurs de câble et commis aux finances.	13 mars 2015	Le 8 avril 2015, le CCRI a rendu une décision à la suite d'un accord de règlement conclu entre les parties sur le niveau de service requis pour se conformer à l'article 87.4(1) du Code en cas d'arrêt de travail. Le CCRI est d'avis que l'accord entre les parties est suffisant pour prévenir un risque imminent et grave pour la santé et la sécurité du public et a intégré leur accord dans la décision..

8.3. Loi sur le retour au travail

Dans des circonstances exceptionnelles, lorsqu'un arrêt de travail fortement médiatisé se poursuit depuis un certain temps, le ministre peut décider d'intervenir dans le conflit en déposant un projet de loi. Une telle mesure est prise lorsque le public exerce des pressions importantes sur le gouvernement afin qu'il mette fin à un conflit qui met en jeu l'intérêt public ou l'économie. En 2014-2015, aucune loi sur le retour au travail n'a été adoptée pour mettre fin à une grève ou à un lock-out.

9. L'UNITÉ ADMINISTRATIVE DU SERVICE FÉDÉRAL DE MÉDIATION ET DE CONCILIATION

L'Unité administrative du Service fédéral de médiation et de conciliation fait partie du bureau du directeur général. Elle compte trois employés à temps plein. Cette unité est responsable des aspects administratifs et financiers de la Direction.

9.1. Services de l'Unité administrative

L'Unité administrative est chargée de tenir jour les opérations budgétaires, comme les prévisions salariales et les dépenses de fonctionnement et d'entretien. Le personnel de l'Unité formule également des recommandations aux cadres supérieurs sur les redressements financiers qui s'imposent.

L'Unité traite plus de 1 500 factures par année, notamment en ce qui concerne les dépenses suivantes : achats effectués par carte d'achat, demandes de voyage et demandes de remboursement de frais de voyage, bons de commande et factures des arbitres. Elle vérifie les pièces justificatives de journal, surveille les engagements et les dépenses, relève les tendances et produit des rapports.

De plus, l'Unité assure la coordination des Prix de long service ainsi que du programme de départ à la retraite et de primes instantanées. Elle veille aussi à la préparation et au traitement des demandes d'événements, des autorisations générales de voyage, des cartes de signature, des adhésions, des abonnements et des demandes de formation et de conférence.

Elle est également chargée de coordonner l'embauche et le départ d'employés, notamment les affectations, les demandes de congé non payé et les paiements forfaitaires. Elle s'occupe également des demandes de services en ressources humaines et prépare des notes de service et des documents à l'appui qui ont été demandés conformément aux politiques de ressources humaines.

L'Unité administrative dirige également les activités des six coordonnateurs des bureaux régionaux afin de veiller à ce qu'ils suivent les procédures et les politiques ministérielles, dispensent de la formation, apportent du soutien et organisent des séances de mentorat.

Dépenses du SFMC en 2014-2015	
Salaire	4 563 485 $
Fonctionnement et entretien (F et E)	2 126 114 $
Inclus quelques dépenses du fonctionnement et des frais d'entretien :	
Voyage	551 306 $
CI/RS/PPS	1 092 169 $
Programme de développement relationnel (F et E)	246 429 $

ANNEXES

Annexe A.

Procédures de règlement des différends du SFMC depuis 2005-2006

	Nombre de cas			Cas réglés			Règlements sans arrêt de travail	
Exercice	Reportés	Nouvelles nomi-nations (art. 72)	Nombre total de cas	Cas reportés	Nouvelles nomi-nations (art. 72)	Nombre total de cas réglés	Nombre de cas	%
2005-2006	84	175	259	62	117	179	174	97 %
2006-2007	80	180	260	59	118	177	172	97 %
2007-2008	83	180	263	61	114	175	162	93 %
2008-2009	89	155	244	58	101	159	150	94 %
2009-2010	83	162	245	46	96	142	134	94 %
2010-2011	87	215	302	60	99	159	150	94 %
2011-2012	104	189	293	88	101	189	176	93 %
2012-2013	89	228	317	69	165	234	221	94 %
2013-2014	77	135	212	62	97	159	155	97 %
2014-2015	53	174	227	42	87	129	122	95 %

Annexe B.

Comparaison des étapes du règlement depuis 2005-2006

Exercice	Nombre total de cas réglés	Nombre total de cas réglés à l'étape de la conciliation	Cas réglés à l'étape de la conciliation (en %)	Nombre total de cas réglés à l'étape de la postconcilia-tion	Cas réglés à l'étape de la postconcilia-tion (en %)
2005-2006	179	60	34 %	119	66 %
2006-2007	177	74	42 %	103	58 %
2007-2008	175	56	32 %	119	68 %
2008-2009	159	50	31 %	109	69 %
2009-2010	142	57	40 %	85	60 %
2010-2011	159	57	36 %	102	64 %
2011-2012	189	63	33 %	126	67 %
2012-2013	234	85	36 %	149	64 %
2013-2014	159	57	36 %	102	64 %
2014-2015	129	37	29 %	92	71 %

Annexe C.

Nombre de cas et d'arrêts de travail par secteur d'activité au cours de l'exercice 2014-2015

Secteur d'activité	Nombre total de cas	Pourcentage du nombre total de cas (en %)	Nombre de conflits avec arrêt de travail	Pourcentage du nombre total de conflits (en %)
Autochtone	10	4,4	2	18,2
Transport aérien	46	20,3	2	18,2
Banques	2	0,9	0	0,0
Radiodiffusion	15	6,6	1	9,1
Communications	12	5,3	0	0,0
Divertissement/ Tourisme	0	0,0	0	0,0
Manutention des grains	11	4,8	1	9,1
Mines	8	3,5	1	9,1
Divers/ *Administration publique municipale	18	7,9	1*	9,1
Opérations portuaires	12	5,3	0	0,0
Transport ferroviaire	12	5,3	1	9,1
Transport routier	55	24,2	2	18,2
Administration publique territoriale	0	0,0	0	0,0
Transport maritime	26	11,5	0	0,0
Total de tous les secteurs	**227**	**100,0**	**11**	**100,0**
Total du transport	**139**	**61,2**	**5**	**45,5**

Annexe D.

Nombre de jours-personnes perdus dans les secteurs de compétence fédérale depuis 2005-2006

Exercice	Nombre d'arrêts de travail	Jours perdus	Jours perdus en % du temps total disponible dans les secteurs de compétence fédérale
2005-2006	7	1,450,270	0,71 %
2006-2007	12	67,090	0,03 %
2007-2008	16	97,160	0,05 %
2008-2009	8	171,350	0,08 %
2009-2010	6	44,805	0,02 %
2010-2011	9	18,690	0,01 %
2011-2012	13	466,135	0,22 %
2012-2013	17	174,370	0,08 %
2013-2014	5	46,140	0,02 %
2014-2015	11	44,220	0,02 %

Annexe E.

Règlements significatifs faits au cours de l'exercice financier 2014-2015

Employeur et syndicat	Unité de négociation
Administration de l'aéroport international Macdonald-Cartier d'Ottawa, Ottawa (Ontario), et l'Alliance de la Fonction publique du Canada	161 employés de bureau
Administration portuaire de Québec, Québec (Québec), et l'Alliance de la Fonction publique du Canada	12 employés de bureau
Aéroport de Montréal, Montréal (Québec), et l'Alliance de la Fonction publique du Canada	200 employés professionnels
Aéroport de Montréal, Montréal (Québec), et le Syndicat des employés d'Aéroports de Montréal – CSD	250 techniciens
Airport Terminal Services Canadian Company, Richmond (Colombie-Britannique), et l'Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale	100 agents de services aux passagers
Algoma Central Corporation, St. Catharines (Ontario), et la Guilde de la marine marchande du Canada	55 officiers de pont

Employeur et syndicat	Unité de négociation
Algoma Central Corporation, St. Catharines (Ontario), et la Guilde de la marine marchande du Canada	61 ingénieurs et électriciens
Algoma Tankers, St. Catharines (Ontario), et la Guilde de la marine marchande du Canada	30 ingénieurs
Algoma Tankers, St. Catharines (Ontario), et la Guilde de la marine marchande du Canada	38 officiers de pont
Association des employeurs Halifax Incorporée, Halifax (Nouvelle-Écosse), et l'Association internationale des débardeurs pour le Port d'Halifax représentant la section locale 269 de la Halifax Longshoremen's Association	300 débardeurs
Association des employeurs Halifax Incorporée, Halifax (Nouvelle-Écosse), et l'Association internationale des débardeurs pour le Port d'Halifax représentant la section locale 1825 du Halifax Gear Repair and Maintenance Men Union	70 préposés à l'entretien
Association des employeurs Halifax Incorporée, Halifax (Nouvelle-Écosse), et l'Association internationale des débardeurs pour le Port d'Halifax représentant la section locale 1341 du Halifax Freight and Steamship Checkers' Union	70 contrôleurs des marchandises
Bradley Air Services Limited (exploité sous la raison sociale First Air), Carp (Ontario), et le Syndicat canadien de la fonction publique	81 agents de bord
Canada Malting Company Limited, Thunder Bay (Ontario), et les Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce	32 manutentionnaires de grains
Canadien National Transportation Limited, Brampton (Ontario), et Unifor	800 camionneurs propriétaires exploitants
Chemins de fer Canadien Pacifique, Calgary (Alberta), et la section locale 101R d'Unifor	2 200 employés d'atelier
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (travaillant sur l'ancien chemin de fer et territoire de Savage Alberta Railway Inc.), Montréal (Québec), et Unifor	65 mécaniciens de locomotive
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, Montréal (Québec), et Unifor	10 conducteurs d'excavatrices
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, Montréal (Québec), et la Conférence ferroviaire Teamsters Canada	185 contrôleurs de la circulation ferroviaire
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, Montréal (Québec), et la section locale 100 d'Unifor	2 000 employés d'atelier

Employeur et syndicat	Unité de négociation
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, Montréal (Québec), et Unifor	1 750 employés de bureau et intermodal
Corps canadien des commissionnaires (division de la Nouvelle-Écosse), Halifax (Nouvelle-Écosse), et l'Alliance de la Fonction publique du Canada	193 personnels de sécurité
Envoy Air Inc., Toronto (Ontario), et la section locale 2002 d'Unifor	60 manutentionnaires de bagages
Essex terminal Railway Company, Windsor (Ontario), et la section locale 879 des Teamsters	16 agents de triage
Field Aviation West (division de Field Aviation Co. Inc.), Calgary (Alberta), et l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale	70 préposés à l'entretien
Halifax Port Authority, Halifax (Nouvelle-Écosse), et la section locale 1843 de l'Association internationale des débardeurs	17 préposés à l'entretien
Kelowna Flightcraft Air Charter Ltd., Kelowna (Colombie-Britannique), et l'Association des pilotes de ligne, internationale	95 pilotes
Lakehead Terminal Elevators Association, Thunder Bay (Ontario), et la section locale 1976 et unité loge 650 du Syndicat international des travailleurs unis de la métallurgie, du papier et de la foresterie, du caoutchouc, de la fabrication, de l'énergie, des services et industries connexes (Syndicat des Métallos)	245 manutentionnaires de grains
Manutention Swissport Canada inc., (Aéroports internationaux de Dorval et Mirabel), Saint-Laurent (Québec), et le Conseil canadien des Teamsters	281 préposés au nettoyage d'aéronefs
Marine Atlantique S.C.C., St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador), et le Conseil des syndicats MUA/ILA	442 employés de bureau et des terminaux
Marine Atlantique S.C.C., St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador), et l'Alliance de la Fonction publique du Canada	65 superviseurs
Musée des beaux-arts du Canada, Ottawa (Ontario), et l'Alliance de la Fonction publique du Canada	185 employés de bureau
NAV CANADA, Ottawa (Ontario), et l'Alliance de la Fonction publique du Canada	280 employés de bureau
Niagara Falls Bridge Commission, Niagara-on-the-Lake (Ontario), et la section locale 879 des Teamsters	36 péagistes

Employeur et syndicat	Unité de négociation
North Peace Airport Services Ltd., Fort St. John, (Colombie-Britannique), et l'Alliance de la Fonction publique du Canada	7 préposés à l'entretien
Océan Remorquage Québec Inc., Québec (Québec), et la Guilde de la marine marchande du Canada	8 capitaines ou officiers de pont
Oceanex (1997) Inc., St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador), et l'Union internationale des opérateurs-ingénieurs	8 camionneurs propriétaires exploitants
P & H Milling Group, Lethbridge (Alberta), et les Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce, section locale P 401	35 meuniers
Regina Airport Authority, Regina (Saskatchewan), et l'Alliance de la Fonction publique du Canada	43 pompiers
Sécurité préembarquement Garda inc., Brandon (Manitoba), et la section locale 979 des Teamsters	6 employés de sécurité préembarquement
Servisair Inc. (Aéroport international Lester B. Pearson), Saint-Laurent (Québec), et la section locale 419 des Teamsters	520 manutentionnaires de bagages
Servisair inc. (Aéroport international Lester B. Pearson), Saint-Laurent (Québec), et la section locale 2002 d'Unifor	500 agents de services aux passagers
SMIT Harbour Towage Vancouver Inc., Vancouver (Colombie-Britannique), et la Guilde de la marine marchande du Canada	27 capitaines, officiers de pont et ingénieurs
Société canadienne des postes, Ottawa (Ontario), et l'Alliance de la Fonction publique Canada	1 400 techniciens
Société du Centre national des Arts, Ottawa (Ontario), et l'Alliance de la Fonction publique du Canada	70 commis au stationnement
Société du Vieux-Port de Montréal Inc., Montréal (Québec), et l'Alliance de la Fonction publique du Canada	220 préposés à l'entretien
Société Terminaux Montréal Gateway, Montréal (Québec), et la section locale 4317 du Syndicat canadien de la fonction publique	28 débardeurs
St. John's Shipping Association, St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador), et la section locale 1953 du Longshoremen's Protective Union, Association internationale des débardeurs	90 débardeurs

Annexe F.

Négociations significatives en cours et à venir

Date d'échéance de la convention collective	Employeur et syndicat	Unité de négociation
31 juillet 2013	Algoma Tankers Ltd. (Côte de l'Atlantique) et le Syndicat International des Marins Canadiens	93 employés non licenciés
30 septembre 2013	Seaspan ULC, North Vancouver (Colombie-Britannique), et la Guilde de la marine marchande du Canada	220 employés de Seaspan ULC qui travaillent comme capitaines, officiers de pont, chefs mécanicien et mécaniciens de navire à bord des navires détenus, exploités ou affrétés coque nue par Seaspan ULC
31 décembre 2013	Oceanex Inc., Montréal (Québec), et la section locale 2008 du Syndicat des Métallos	29 employés licenciés et une unité de 31 employés non licenciés travaillant sur les navires Avalon et Connaigra
31 janvier 2014	Servisair Inc., Saint-Laurent (Québec), et la section locale 2002 d'Unifor	350 agents de services aux passagers et préposés au salon travaillant aux aéroports internationaux de Montréal (Pierre Elliot Trudeau et Mirabel)
31 mars 2014	Énergie atomique du Canada limitée, Chalk River (Ontario), et le Conseil des travailleurs unis de l'énergie atomique	300 employés à temps plein et à temps partiel, et employés temporaires
31 mars 2014	Société Radio-Canada (SRC), dans l'ensemble de la province de Québec et à Moncton (Nouveau-Brunswick), et le Syndicat des techniciens(nes) et artisan(e)s du réseau français de Radio-Canada	1 160 techniciens, gens de métier et employés à la production
30 juin 2014	Administration aéroportuaire de Saskatoon, Saskatoon (Saskatchewan), et l'Alliance de la Fonction publique du Canada	25 préposés au nettoyage d'aéronefs

Date d'échéance de la convention collective	Employeur et syndicat	Unité de négociation
30 juin 2014	CanJet (division d'I.M.P. Group Ltd.), Halifax (Nouvelle-Écosse), et le Syndicat canadien de la fonction publique	650 agents de bord
30 septembre 2014	Innotech Aviation, Dorval (Québec), et Innotech Aviation Limited Employees' Association	320 préposés au nettoyage d'aéronefs
31 décembre 2014	Canadian North Inc., Calgary (Alberta), et l'Association des pilotes de ligne, internationale	130 pilotes
31 décembre 2014	Port of Saint John Employers Association, inc., Saint-John (Nouveau-Brunswick), et le General Longshore, Checkers, Shipliners of the Port of Saint John, N.B., section locale 273 de l'Association international des débardeurs	70 débardeurs
31 décembre 2014	Société canadienne des postes, Ottawa (Ontario), et l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints	11 000 maîtres de poste
31 décembre 2014	VIA Rail Canada Inc., Montréal (Québec), et la Conférence ferroviaire Teamsters Canada	350 employés itinérants
31 décembre 2014	Worldwide Flight Services Inc. (aéroport international Lester B. Pearson), Toronto (Ontario), (aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau et aéroport de Mirabel), Montréal (Québec), et la section locale 2002 d'Unifor	70 préposés au nettoyage d'aéronefs, mécaniciens et agents de bord
28 février 2015	Air Canada, Saint-Laurent (Québec), et la section locale 2002 d'Unifor	4 100 préposés aux ventes et au service à la clientèle
31 mars 2015	Air Canada et le Syndicat canadien de la fonction publique	6 800 agents de bord
31 mars 2015	Fort McMurray Regional Airport Commission, Fort McMurray (Alberta), et le Syndicat canadien de la fonction publique	47 préposés au nettoyage d'aéronefs

Date d'échéance de la convention collective	Employeur et syndicat	Unité de négociation
31 mars 2015	G4S Secure Solutions (Canada) Ltd., Richmond (Colombie-Britannique), et le district des transports 140, section locale 16, de l'Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale	1 130 employés de sécurité préembarquement, à l'aéroport international de Vancouver
31 mars 2015	Sécurité préembarquement Garda inc. (Aéroport international MacDonald-Cartier), Ottawa (Ontario), et le Syndicat international des travailleurs unis de la métallurgie, du papier et de la foresterie, du caoutchouc, de la fabrication de l'énergie, des services et industries connexes (Syndicat des Métallos)	220 employés de sécurité préembarquement
31 mars 2015	Sécurité préembarquement Garda inc. (Aéroport international de Regina), Regina (Saskatchewan), et Teamsters Canada	63 manutentionnaires de bagages et agents de pistes
31 mars 2015	Sécurité préembarquement Garda inc., Sarnia (Ontario), et le Syndicat international des travailleurs unis de la métallurgie, du papier et de la foresterie, du caoutchouc, de la fabrication de l'énergie, des services et industries connexes (Syndicat des Métallos)	33 employés de sécurité préembarquement
31 mars 2015	Sûreté du Transport Aérien Securitas Ltée (aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau), Montréal (Québec), et la section locale 1976 du Syndicat international des travailleurs unis de la métallurgie, du papier et de la foresterie, du caoutchouc, de la fabrication de l'énergie, des services et industries connexes (Syndicat des Métallos)	630 employés de sécurité préembarquement travaillant à l'aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau

Date d'échéance de la convention collective	Employeur et syndicat	Unité de négociation
31 mars 2015	Securitas Transport Aviation Security Limited et les sections locales 5319 et 9342 du Syndicat international des travailleurs unis de la métallurgie, du papier et de la foresterie, du caoutchouc, de la fabrication de l'énergie, des services et industries connexes (Syndicat des Métallos)	588 employés de sécurité préembarquement travaillant aux aéroports situés au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve-et-Labrador
22 mai 2015	Air Canada, Saint-Laurent (Québec), et Unifor	73 employés aux services de bord
22 mai 2015	Air Canada, Saint-Laurent (Québec), et Unifor	48 préposés à l'affectation des horaires des équipages de vol
31 mai 2015	Servisair Inc. (Aéroport international Jean-Lesage de Québec), Québec (Québec), et Unifor	120 employés au service à la clientèle, agents de piste et au nettoyage des aéronefs
30 juin 2015	Jazz Air LP (diverses provinces) et le Syndicat canadien des agents de bord	760 agents de bord
30 juin 2015	Manutention Swissport Canada inc., Mississauga (Ontario), et le Syndicat international des travailleurs unis de la métallurgie, du papier et de la foresterie, du caoutchouc, de la fabrication de l'énergie, des services et industries connexes (Syndicat des Métallos)	550 manutentionnaires de bagages et agents de piste
19 juillet 2015	Servisair Inc. (aéroport international d'Edmonton), Edmonton (Alberta), et l'Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale	125 manutentionnaires de bagages et agents de piste
31 juillet 2015	Air Transat A.T. Inc., Montréal (Québec), et l'Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale	40 préposés à l'affectation des équipages

Date d'échéance de la convention collective	Employeur et syndicat	Unité de négociation
31 août 2015	Servisair Inc. (aéroport international de Vancouver), Richmond (Colombie-Britannique), et l'Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale	240 manutentionnaires de bagages et agents de piste
30 septembre 2015	Société Jazz Air Limitée (diverses provinces) et Unifor	950 préposés au nettoyage d'aéronefs
31 octobre 2015	Air Transat (diverses provinces) et le Syndicat canadien de la fonction publique	1 500 agents de bord
31 octobre 2015	Globeground Fuel Services Inc. (aéroport international de Vancouver), Servisair Inc. (aéroport international de Vancouver), Richmond (Colombie-Britannique), et l'Alliance de la Fonction publique du Canada	72 préposés au nettoyage d'aéronefs
31 octobre 2015	Richardson International Limited (diverses provinces) et Grain and General Services Union (ILWU Canada)	950 employés d'élévateur à grains
30 novembre 2015	First Air, Carp (Ontario), et le Group Association of First Air Employees	220 préposés au nettoyage d'aéronefs
30 novembre 2015	Sunwing Airlines, Toronto (Ontario), et Unifor	160 pilotes
31 décembre 2015	Association des employeurs maritimes, Trois-Rivières (Québec), et le Syndicat canadien de la fonction publique	100 débardeurs
31 décembre 2015	Bearskin Lake Air Service LP., Thunder Bay (Ontario), et l'Association des pilotes de ligne, internationale	63 pilotes
31 décembre 2015	Élévateurs des Trois-Rivières, division d'ULG Corporation, Trois-Rivières (Québec), et la Fédération des employées et employés de services publics inc.	27 employés d'élévateur à grains
31 décembre 2015	First Air (diverses provinces) et le Syndicat canadien de la fonction publique	95 agents de bord

Date d'échéance de la convention collective	Employeur et syndicat	Unité de négociation
31 décembre 2015	First Air/Bradley Air Services Ltd., Carp (Ontario), et l'Association des pilotes de ligne, internationale	120 pilotes
31 décembre 2015	Northumberland Ferries Limited, Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard), et Unifor	40 ingénieurs
31 décembre 2015	Servisair Inc., Ottawa (Ontario), et l'Association internationale des machinistes et des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale	110 employés aux services et à l'entretien
31 décembre 2015	Société canadienne des poste, Ottawa (Ontario), et le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes	6 000 facteurs
31 décembre 2015	Toronto Terminal Railway Company, Toronto (Ontario), et Unifor	120 agents de train
31 décembre 2015	Vancouver Terminal Elevators' Association, Vancouver (Colombie-Britannique), et le Grain Workers Union	430 employés d'élévateur à grains
31 décembre 2015	VIA Rail Canada Inc. (diverses provinces) et Unifor	1 110 employés non itinérants
31 décembre 2015	VIA Rail Canada Inc. (diverses provinces) et Unifor	860 employés au service dans les trains
31 décembre 2015	Viterra Inc. (dans l'ensemble de la province de Saskatchewan) et le Syndicat des services du grain (SIDM – Canada)	950 employés d'élévateur à grains

Annexe G.

Nominations d'arbitres en vertu des parties I et III (CI et RS) du *Code canadien du travail* et en vertu de la *Loi sur le Programme de protection des salariés* depuis 2005-2006

Exercice	Nominations d'arbitres (CI) en vertu de la partie III	Nominations d'arbitres (RS) en vertu de la partie III	Nominations d'arbitres en vertu de la LPPS*	Nombre total de nominations d'arbitres (CI, RS et PPS)	Nominations d'arbitres de griefs en vertu de la partie I
2005-2006	328	167		495	122
2006-2007	320	119		439	99
2007-2008	221	127		348	90
2008-2009	318	140		458	112
2009-2010	364	136	4	504	105
2010-2011	386	121	0	507	90
2011-2012	305	170	1	476	72
2012-2013	315	142	2	459	92
2013-2014	334	135	8	477	58
2014-2015	297	130	7	434	64

* Les dispositions du PPS sont entrées en vigueur en juillet 2008.

Annexe H.

Activités de formation et de facilitation au cours de l'exercice 2014-2015

Employeur	Syndicat	Région responsable	Service	Description
Administration de l'aéroport international de Fredericton	Alliance de la Fonction publique du Canada	Atlantique	Formation	Relations en transition
Administration de l'aéroport international de Fredericton	Alliance de la Fonction publique du Canada	Atlantique	Facilitation	Comité patronal-syndical
Administration de l'aéroport international de Fredericton	Alliance de la Fonction publique du Canada	Atlantique	Facilitation	Facilitation de négociations directes
Administration de l'aéroport international de Fredericton	Alliance de la Fonction publique du Canada	Atlantique	Formation	Négociations fondées sur les intérêts
Administration de l'aéroport international de St. John's	Alliance de la Fonction publique du Canada	Atlantique	Formation	Relations en transition (1)

Employeur	Syndicat	Région responsable	Service	Description
Administration de l'aéroport international de St. John's	Alliance de la Fonction publique du Canada	Atlantique	Formation	Relations en transition (2)
Administration de l'aéroport international de St. John's	Alliance de la Fonction publique du Canada	Atlantique	Formation	Relations en transition (3)
Administration de l'aéroport international de St. John's	Alliance de la Fonction publique du Canada	Atlantique	Facilitation	Comité patronal syndical
Association des employeurs Halifax Incorporée	Association internationale des débardeurs pour le Port d'Halifax	Atlantique	Formation	Relations en transition
Bell Canada faisant affaire sous le nom de Bell Aliant	Unifor, Atlantic Communications	Atlantique	Facilitation	Négociations fondées sur les intérêts
Bell Canada faisant affaire sous le nom de Bell Aliant	Unifor, Atlantic Communications	Atlantique	Formation	Négociations fondées sur les intérêts
Corps canadien des commissionnaires, division de la Nouvelle-Écosse	Alliance de la Fonction publique du Canada	Atlantique	Facilitation	Comité patronal-syndical
Corps canadien des commissionnaires, division de la Nouvelle-Écosse	Alliance de la Fonction publique du Canada	Atlantique	Facilitation	Animation de réunions conjointes (problème lié au calendrier)
Jazz Air S.E.C.	Syndicat des agentes et agents de bord du Canada	Atlantique	Formation	Relations en transition
Securitas Transport Aviation Security Ltd.	Syndicat des Métallos	Atlantique	Formation	Atelier de prénégociation
Securitas Transport Aviation Security Ltd.	Syndicat des Métallos	Atlantique	Facilitation	Facilitation de négociations
Canadian North Inc.	Association des pilotes de ligne, internationale	Nord-Ouest	Formation	Négociations fondées sur les intérêts
Canadian North Inc.	Association des pilotes de ligne, internationale	Nord-Ouest	Facilitation	Négociations fondées sur les intérêts

Employeur	Syndicat	Région responsable	Service	Description
Canadian North Inc.	Association des pilotes de ligne, internationale	Nord-Ouest	Facilitation	Facilitation de négociations directes
Compagnie ferroviaire Hudson Bay	Conférence ferroviaire de Teamsters Canada et Unifor	Nord-Ouest	Facilitation	Facilitation de négociations directes
Divers	Divers	Nord-Ouest	Formation	Atelier sur les relations de travail et le cycle de négociation et simulation Calgary (Alberta) Novembre 2014
Divers	Divers	Nord-Ouest	Formation	Atelier sur les relations de travail et le cycle de négociation et simulation Winnipeg (Manitoba) Mai 2014
Northland Utilities Limited	Canadian Energy Workers Association	Nord-Ouest	Facilitation	Facilitation de négociations directes
Sans objet	Syndicat des Métallos	Nord-Ouest	Formation	Négociations fondées sur les intérêts
Air Canada	Unifor	Ontario	Formation	Négociations fondées sur les intérêts
Air Canada	Unifor	Ontario	Facilitation	Négociations fondées sur les intérêts
Canada Malting Co. Limited	Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce Canada	Ontario	Facilitation	Facilitation de réunions de comités

Employeur	Syndicat	Région responsable	Service	Description
Divers	Divers	Ontario	Formation	Atelier sur les relations de travail et le cycle de négociation et simulation Guelph (Ontario) Juin 2014
Divers	Divers	Ontario	Formation	Atelier sur les relations de travail et le cycle de négociation et simulation Toronto (Ontario) Mars et avril 2015
Établissement pour femmes Grand Valley (Service correctionnel du Canada)	Syndicat des agents correctionnels du Canada	Ontario	Formation	Formation du formateur – Comité de santé et de sécurité au travail
Sunwing Airlines	Unifor	Ontario	Diagnostic	Diagnostic
Administration aéroportuaire de Prince Rupert	Alliance de la Fonction publique du Canada	Pacifique	Diagnostic	Diagnostic
Agents des affaires du travail	Sans objet	Pacifique	Formation	Mode alternatif de règlement des conflits
Air North Charter & Training Ltd. faisant affaire sous le nom de Air North, Yukon's Airline	Alliance de la Fonction publique du Canada	Pacifique	Facilitation	Facilitation
Association des employeurs maritimes de la Colombie-Britannique	Sans objet	Pacifique	Autre	Visite de l'installation de formation conjointe
Help and Hope for Families Society	Syndicat des employés du Yukon/Alliance de la Fonction publique du Canada	Pacifique	Facilitation	Facilitation

Employeur	Syndicat	Région responsable	Service	Description
Air Inuit Ltée	Teamsters Québec	Québec	Diagnostic	Diagnostic
Air Inuit Ltée	Teamsters Québec	Québec	Formation	Négociations fondées sur les intérêts
Autocars Orléans Express Inc.	Union des employés et employées de service	Québec	Facilitation	Facilitation de négociations directes
Compagnie de chemin de fer Arnaud	Syndicat des Métallos	Québec	Formation	Relation fondée sur des objectifs
Compagnie de chemin de fer du littoral nord de Québec et du Labrador inc.	Syndicat des Métallos	Québec	Diagnostic	Diagnostic
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	Unifor	Québec	Facilitation	Relation fondée sur des objectifs
Divers	Divers	Québec	Formation	Atelier sur les relations de travail et le cycle de négociation et simulation Trois-Rivières (Québec) Mai 2014
Groupe TVA inc.	Syndicat canadien de la fonction publique	Québec	Facilitation	Facilitation
Sûreté du Transport Aérien Securitas	Syndicat des Métallos	Québec	Formation	Habiletés de négociation
Sûreté du Transport Aérien Securitas	Syndicat des Métallos	Québec	Facilitation	Facilitation
Sûreté du Transport Aérien Securitas	Syndicat des Métallos	Québec	Facilitation	Facilitation
Transport Jacques Auger inc.	Unifor	Québec	Diagnostic	Diagnostic
Université Laval	Sans objet	Québec	Autre	Présentation
VIA Rail Canada Inc.	Travailleurs et travailleuses canadien(ne)s de l'automobile	Québec	Facilitation	Relation fondée sur des objectifs

Employeur	Syndicat	Région responsable	Service	Description
Vidéotron S.E.N.C.	Syndicat des employé(e) s de Vidéotron ltée, Syndicat canadien de la fonction publique	Québec	Facilitation	Facilitation
Divers	Divers	Région de la capitale nationale	Formation	Atelier sur les relations de travail et le cycle de négociation et simulation Ottawa (Ontario) Octobre 2014
Sans objet	Alliance de la fonction publique du Canada	Région de la capitale nationale	Autre	Présentation
Transport Canpar S.E.C.	Syndicat des Métallos	Région de la capitale nationale	Facilitation	Relation fondée sur des objectifs
Transports Canada	Association des pilotes fédéraux du Canada	Région de la capitale nationale	Formation	Négociations fondées sur les intérêts
Transports Canada	Association des pilotes fédéraux du Canada	Région de la capitale nationale	Facilitation	Négociations fondées sur les intérêts

Annexe I.

Services de médiation des griefs au cours de l'exercice 2014-2015

Clients	Status
Air Transat et l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale	Fermé
Amix Marine Services Ltd. (anciennement Sea-Link Marine) et la Guilde de la marine marchande du Canada	Fermé
Autocars Orléans Express inc. et l'Union des employés et employées de service	Fermé
Bearskin Lake Air Service LP. (Bearskin Airlines) et l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale	Fermé
Bell Canada (région de l'Ouest) et Unifor	Fermé
BFI Canada Inc. et le Syndicat des Teamsters	Fermé
Canadian North et le Syndicat canadien de la fonction publique	Fermé
Coopérative de transport maritime et aérien et le Syndicat international des marins canadiens	En cours
Dolphin Delivery Ltd. et Unifor	Fermé
Don Anderson Haulage Limited et le Canadian National Federation of Independent Unions	En cours
Field Aviation Company Inc. et l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale	Fermé
FMW Towing Ltd. et la Guilde de la marine marchande du Canada	En cours
GardaWorld et Teamsters	Fermé
Groupe de sécurité Garda Inc. et le Syndicat des agents de sécurité Garda	En cours
Groupe TVA inc. et le Syndicat canadien de la fonction publique	En cours
Hudbay Minerals et l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale	Fermé
ICS Courier et Unifor	Fermé
ICS Courier et Unifor	En cours
Nutreco Canada inc. (Shur-Gain) et le Syndicat des travailleuses et travailleurs de Shur-Gain Yamachiche (CSN)	Fermé
Reimer Express Ltd. et Unifor	Fermé

Clients	Status
Securiguard Services Ltd. et l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale	Fermé
Sûreté du Transport Aérien Securitas et le Syndicat des Métallos	Fermé
Sûreté du Transport Aérien Securitas et le Syndicat des Métallos	En cours
Servisair Inc. et l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale	Fermé
Servisair Inc. et Unifor	Fermé
Société des Arrimeurs de Québec et le Syndicat des débardeurs du Port de Québec (Syndicat canadien de la fonction publique)	En cours
Sunwing Airlines Inc. et le Syndicat canadien de la fonction publique	Fermé
TBH (Toronto Bagage Handling) Services et l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale	Fermé
La Banque de Nouvelle-Écosse et le Syndicat des Métallos	Fermé
TST Overland Express et Teamsters	Fermé
Verspeeten Cartage Limited et Teamsters	Fermé
Wasaya Airways et l'Association de pilotes de ligne, international	Fermé